Le Conseil,

Vu le rapport du 29 avril 1997, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

La Communauté a développé, depuis une quinzaine d'années, un système de régulation du trafic. Ce système s'est développé dans le cadre du projet Pascal. Il aura un rôle de premier plan dans les actions communautaires du plan des déplacements urbains. Cet outil technique permet aujourd'hui une synergie avec la direction départementale de la sécurité publique du Rhône.

En effet, la visualisation des carrefours avec quinze caméras intéresse la police nationale pour gérer les encombrements de circulation sur les grands axes, préjudiciables à l'écoulement du trafic, pour constater les infractions aux règles de circulation et pour la prévention des atteintes à la sécurité des personnes sur la voie publique.

Pour ces raisons, la direction départementale de la sécurité publique du Rhône a demandé à la Communauté urbaine de lui transmettre les images émises par les caméras installées au poste central de régulation du trafic. Elle les recevra dans sa salle d'information et de commandement (SIC), située rue Marius Berliet à Lyon 8°.

En contrepartie, la police s'engage à intervenir très rapidement lors d'un incident de trafic détecté par le poste de commandement.

La loi régleme strictement le recueil d'images permanent sur la voie publique. Aussi, chaque collectivité demandera les autorisations qui la concernent et fera savoir à l'autre à quelles conditions elle peut utiliser ces images.

La Communauté urbaine devra changer l'appareillage permettant de concentrer au PC les images venant des caméras et de les rediffuser soit à l'intérieur du PC, soit à d'autres partenaires, tels que la police nationale. Le coût de cet équipement, à la charge de la Communauté, s'élève à 320 000 F ;

B - Propose d'accepter cette convention de partenariat, de l'autoriser à la signer pour la rendre définitive et de fixer l'imputation de la dépense ;

Vu ladite convention de partenariat ;

Oùï l'avis de ses commissions déplacements et voirie et finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Accepte cette convention de partenariat.

2° - Autorise monsieur le président à la signer pour la rendre définitive.

3° - Une somme de 320 000 F sera affectée à cette opération et sera prélevée sur les crédits de l'opération Pascal - compte 231 520 - fonction 628 - opération 0037.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,